ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967 - 2e Circonscription des Hauts de Seine - Asnières



CENTRE DEMOCRATE

avec

Jean LECANUET

faites confiance à

Marc RICHTER

Conseiller Économique et Financier
Président de la Commission Économique
et Sociale du Centre Démocrate
pour la Région Parisienne
35 ans - Marié - 4 enfants

Suppléante :

Mme Claude CHABAS

Syndic du Conseil Municipal d'Asnières
Mariée - 4 enfants

Français vous n'êtes pas sastifaits

— Des groupes de pression au service de grands intérêts privés ont accru leur pouvoir au détriment du Parlement.

— Le régime établi par la Constitution a été faussé par le pouvoir sans mesure d'un homme seul.

— Les Français n'approuvent pas les alliances rompues, la sécurité compromise. Ils en ont assez des dépenses de fausse grandeur ou d'illusoire puissance.

— Ils sont inquiets de la stagnation économique et de l'extension du chômage.

— Ils sont las de la propagande officielle qui les poursuit partout, et jusque chez eux par la Radio et la Télévision.

Le Centre Démocrate vous apporte une politique dynamique

Avec de nombreux Français, il a pris conscience du fait qu'il n'existe pas de situations acquises, de solutions définitives, mais plutôt une lutte continuelle pour le respect de la Personne, pour l'équilibre politique ou pour acquérir un peu de « mieux-être ». Le CENTRE DEMOCRATE ne prétend pas fournir des solutions toutes faites : ce serait de la **démagogie**, mais il trace, plus honnêtement, des ORIENTATIONS CONSTRUCTIVES.

Une véritable Démocratie, c'est :

— Une administration qui accomplit sa tâche, à sa place, sans outrepasser ses pouvoirs.

— Un Parlement qui joue pleinement son rôle de législateur, et dispose des moyens d'INFORMATION et d'ETUDE.

— Des syndicats patronaux et ouvriers ayant la possibilité avec les autres groupes sociaux de s'exprimer, notamment dans un CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL chargé comme le Parlement de choisir les orientations générales du PLAN (et pas seulement de donner un avis).

Dans cette perspective, voici quelques-unes des orientations que je défendrai coûte que coûte :

I. - Garantir les Droits et Libertés des Citoyens

a) **Liberté Politique**
Indépendance du Parlement et stabilité du Gouvernement.

b) **Libertés civiques**
— Institution d'une Cour Suprême, chargée de contrôler l'application de la Constitution et l'indépendance de la Justice.
— Suppression des polices parallèles ou occultes, dont l'action aboutit à des affaires Ben Barka et jette le discrédit sur la vraie Police et la Justice.

c) **Droits attachés à la dignité de la Personne humaine**
— Liberté individuelle mieux protégée par des garanties très strictes, évitant les détentions abusives.
— Droit au travail assuré par des conditions économiques favorisant le plein emploi.
— Droit à des ressources suffisantes pour les personnes âgées ou handicapées. Création d'emplois pour ces dernières.
— Droit de participer à la vie de la Communauté Nationale, aux divers échelons de responsabilité, dans des structures véritablement démocratiques. Par exemple :
— Instauration d'un Dialogue effectif entre les Jeunes et les représentants du Pouvoir.
— Consultation des organisations familiales ou de Parents ainsi que des Associations d'Enseignants pour tous les problèmes posés sur le plan de la Famille et de l'Ecole.
— Liberté d'expression syndicale garantie par l'intermédiaire des Sections syndicales d'Entreprise.

II. - Promouvoir une Démocratie Economique et Sociale

a) **Par l'accroissement du Pouvoir d'Achat**

La revitalisation de l'Economie nécessite une relance impérative des investissements productifs. Pour cela la fiscalité doit être réformée et les circuits de financement rénovés (meilleure utilisation des dépôts bancaires et d'épargne, simplification du crédit public ou semi-public, valeurs mobilières plus aisément utilisables par les épargnants, indexation des emprunts à obligations, etc...).

Un marché financier européen doit être créé et les apports de capitaux étrangers canalisés vers les domaines où ils sont le plus nécessaire.

b) **Par le choix de certaines priorités sociales**

LOGEMENT

En 1967, encore des millions de mal logés ! Les investissements de l'Etat doivent hâter la réalisation de logements sociaux en nombre suffisant. En même temps devra être stimulée la participation de capitaux privés dans des constructions d'un coût approprié aux ressources des familles.

ÉCOLE

Le Centre Démocrate souhaite que le gouvernement apporte au développement de l'enseignement le même acharnement qu'il a déployé, ces dernières années, pour la production d'armes atomiques.

Depuis 1958, huit Ministres de l'Education Nationale, réformes et contre-réformes se sont succédés. Il s'agit de dégager les ressources indispensables et tenir compte à la fois des aspirations de la population et des besoins de l'Economie.

Pour l'enfance inadaptée, presque tout reste à faire ! L'Education post-scolaire sera activement poussée, comme l'un des meilleurs moyens d'assurer la promotion sociale.

SANTÉ

Mettre en œuvre une véritable politique hospitalière, dont la carence a été maintes fois démontrée.

Encourager la recherche scientifique et médicale.

III. - Construire l'Europe

La France ne veut pas se trouver isolée, face à de très grandes puissances à l'échelle d'un Continent. Seule l'Europe peut constituer une force efficace.

Le Centre Démocrate croit que l'Europe doit devenir une Communauté de peuples égaux, acceptant des institutions communes. Il rejette « l'Europe des Etats », qui n'est qu'une résurrection des alliances éphémères du passé, source de rivalités et de guerres.

Jusqu'à présent, seuls des organismes européens à but technique (C.E.C.A., Euratom, Marché commun...) font l'Europe. Une nouvelle étape doit être franchie. Un Parlement Européen, doté de pouvoirs réels, susceptible d'exprimer démocratiquement la volonté des peuples de l'Europe, doit être élu. Ce Parlement aurait pour tâche, entre autres, de contrôler les organismes techniques.

L'Europe ainsi structurée sera notre gage le plus sûr de Sécurité et de Paix.

La situation du Tiers-Monde appelle une action massive et concertée, tant par solidarité humaine que pour la Paix et l'avenir de l'humanité. Si l'aide française doit être poursuivie et intensifiée, l'intervention de nations Européennes associées est à promouvoir, qu'il s'agisse de l'octroi de fonds, de l'envoi de techniciens ou des autres formes de la coopération.

VOTRE VOTE ENGAGE LA RÉPUBLIQUE POUR CINQ ANS

Pour une France Démocratique, Sociale, Européenne

VOTEZ

Marc RICHTER

SPIG - ISSY

VU LE CANDIDAT.